

1)- La situation en Mauritanie.

Politiquement toujours très confuse. A l'approche des élections régionales, municipales et législatives (normalement prévues fin 2018) et la fin du mandat présidentiel (Juin 2019) les tensions et inquiétudes s'exacerbent. Quelle succession au Président Abdel AZIZ ? Un troisième mandat hors la Constitution ou un nouveau candidat ? Lequel ? Qui pour les partis d'opposition toujours aussi divisés ? Le refus du pouvoir d'accepter la présence d'observateurs étrangers lors des élections de fin d'année. Le renforcement de la répression des oppositions (cf. dossier d'Amnesty International de Mars 2018 : « Une épée au-dessus de nos têtes »).

Socialement toujours les mêmes rivalités raciales, tribales, la corruption et la pauvreté, les terres en bordure du fleuve Sénégal vendues à des pays tiers au détriment des petits agriculteurs-éleveurs, les séquelles de l'esclavage, tous ces événements gangrènent le climat social et menacent la cohésion du pays.

La situation économique est toujours difficile. Les cours du fer sont toujours bas et la situation de la SNIM fragilisée (grèves). Les conflits entre pêcheurs côtiers Mauritaniens et Sénégalais sont récurrents. Un accord devrait mettre fin à ce conflit mais à ce jour il n'est toujours pas signé. L'agriculture, plus précisément les éleveurs nomades souffrent d'une sécheresse terrible qui affecte la survie des troupeaux. Dans ce contexte bien sombre, le tourisme connaît un renouveau après huit années de total arrêt de ses activités. Depuis Juillet 2017, des agences de tourisme espagnoles et françaises

proposent des séjours touristiques dans la zone sécurisée de l'Adrar (Atar- Chinguetti-Ouadane).